

CONSULTATION DES PAYS AFRICAINS À FAIBLE REVENU PAR LE PRÉSIDENT DU G20

Freetown, Sierra Leone, 14 août 2009

Des représentants de 29 gouvernements africains à faible revenu se sont réunis le 14 août à Freetown, dans le cadre de la consultation assurée par le Gouvernement britannique sur l'analyse sollicitée par les leaders du Sommet du G20 concernant l'amélioration de la flexibilité et de l'adaptabilité des IFI. Parrainée par le Ministère britannique pour le développement international et accueillie par le Gouvernement de Sierra Leone, la réunion s'est tenue sous la présidence commune de S. E. Samura KAMARA, Ministre des finances et du développement économique de la SIERRA LEONE, ainsi que de S. E. Ahmed SUFIAN, Ministre des finances et du développement économique de l'ÉTHIOPIE.

Après avoir vivement salué les réformes récemment adoptées au niveau des politiques, instruments et comportements des IBW, les pays ont formulé d'autres recommandations importantes, afin d'améliorer la flexibilité et l'adaptabilité du FMI et de la Banque mondiale dans leur réponse aux besoins des pays à faible revenu, ainsi que dans leur rôle sur l'échiquier mondial.

1) Rôle du FMI dans les pays à faible revenu

1.1 Conditionnalité et politique axée sur la croissance

Les pays ont salué la flexibilité accrue des conseils de politique budgétaire fournis par le FMI dans de nombreux pays, ce qui offre une marge à la stimulation budgétaire ou à la protection contre la crise. Toutefois, ils ont souligné la nécessité d'appliquer cette flexibilité (ainsi qu'un assouplissement monétaire) à tous les pays – si possible sans en compromettre la stabilité macroéconomique – et d'en faire une réorientation permanente du FMI vers des conseils de politique budgétaire à long terme plus axés sur la croissance, et non une simple réaction à la crise. Ils ont également salué le relâchement et la réduction de la conditionnalité structurelle, tout en invitant à poursuivre cette politique plus loin et dans tous les pays, ainsi qu'à privilégier surtout les conditions susceptibles d'avoir un impact fondamentalement positif sur la croissance et l'emploi.

De surcroît, les pays ont invité les services et les missions qui travaillent sur tous les PFR, spécialement les pays post-conflit et les États fragiles, à adopter le même degré de flexibilité en ce qui concerne la marge budgétaire, la conditionnalité structurelle et l'initiative des pays, de manière à ce que les décisions du Conseil soient appliquées équitablement et avec transparence et à ce que les conditionnalités convenues soient réalistes et exécutables, avec la possibilité de fournir des dérogations rapidement et de manière flexible. Afin de renforcer la participation, il conviendrait d'impliquer plus systématiquement les institutions parlementaires dans la consultation sur les programmes du Fonds, de sorte que ces derniers tiennent mieux compte des réalités politiques locales.

Au chapitre de la flexibilité budgétaire, un aspect clé réside dans une flexibilité accrue du Cadre de viabilité de la dette. Il convient de réorienter ce cadre pour veiller à ce qu'il réponde aux besoins de financement pour la croissance, les infrastructures et la réduction de la pauvreté, l'impact positif des dépenses issues des financements sur la croissance, ainsi que le potentiel de financement auprès d'institutions de crédit non membres de l'OCDE. Le G20 est bien placé pour impliquer ces dernières dans le dialogue sur l'analyse du CVD, afin d'assurer une plus grande flexibilité.

1.2 Facilités/instruments/procédures

Les pays ont accueilli favorablement la rationalisation des facilités PFR du FMI et invité le Fonds à les appliquer rapidement. Ils ont souligné que la Facilité de crédit de confirmation et la Facilité de crédit rapide seraient nécessaires au-delà de la crise et qu'elles devraient privilégier la promotion de la croissance et la réduction de la pauvreté. Les pays actuellement en processus PPTTE ont appelé de leurs vœux une prestation plus rapide de l'allègement pour combattre la crise.

Les pays ont souligné que l'impact des crises en termes d'OMD se faisait majoritairement sentir sur leurs budgets, mais que les instruments du FMI n'étaient pas fondamentalement prévus pour aider à répondre aux besoins budgétaires (au lieu de la balance des paiements). Ils ont vivement invité le FMI et autres ressources à se mobiliser pour satisfaire principalement à leurs besoins budgétaires et de déficits de financement, ainsi qu'à protéger les dépenses liées aux OMD.

Étant donné la hausse des recettes obtenues par le FMI sur ses prêts, les pays ont invité le Fonds à régler l'Assistance technique et la formation qu'il offre aux PFR en puisant dans ses ressources, au lieu de demander aux PFR de payer ou aux donateurs de financer cette assistance séparément.

Les pays ont défendu la nécessité de décentraliser davantage, ainsi que de renforcer le nombre et le pouvoir du personnel des antennes locales du FMI, afin de les adapter au maximum aux besoins des pays.

1.3 Ressources/concessionnalité

Tout en saluant la hausse des ressources du FMI, les pays ont déploré que les ressources propres du FMI pour les PFR (et globales) restent très insuffisantes. De même, les ressources à la disposition des pays individuels sont excessivement limitées par des quotas, spécialement pour les plus petits pays, tandis qu'il conviendrait d'introduire beaucoup plus de flexibilité pour rendre le Fonds plus réactif aux besoins des pays.

Néanmoins, sauf hausse supplémentaire importante des ressources du FMI, le principal rôle de cette institution consiste à catalyser les fonds des donateurs grâce à son rôle de signal, spécialement pour les pays post-conflits/fragiles qui ne peuvent mobiliser de ressources intérieures. Il serait souhaitable que les bailleurs de fonds et le FMI veillent davantage à exercer la fonction de signal clairement et de façon transparente, ainsi qu'à fournir les ressources avec un maximum de stabilité pour éviter d'exacerber la crise.

Les pays ont sollicité la mise en œuvre rapide de l'octroi de DTS, afin de renforcer leurs niveaux de réserves. Ils ont toutefois demandé à pouvoir utiliser le plus possible les

ressources afin d'apporter une réponse budgétaire à la crise, et pas seulement pour augmenter les réserves. Dans ce contexte, il conviendrait que les DTS soient plus facilement utilisables à des fins budgétaires, tandis que si les PFR recourent aux DTS, ces derniers devraient avoir soit des taux d'intérêt bonifiés, soit des taux zéro.

2) Rôle de la Banque mondiale dans les pays à faible revenu

2.1 Cohérence globale

Les pays ont signalé la nécessité pour la Banque de rationaliser les facilités, secteurs et projets dans le cadre des Stratégies d'aide-pays (CAS en anglais), afin d'assurer davantage de cohérence et de priorisation, ainsi que de prévoir de plus grandes provisions pour imprévus au sein de chaque CAS et des enveloppes globales de l'IDA, pour pouvoir les redistribuer et lutter contre les crises ou chocs. Ils ont mis l'accent sur la nécessité d'accroître la prévisibilité et la transparence, notamment pour déterminer le volume de ressources disponibles.

En outre, la Banque pourrait améliorer son partenariat avec les autres bailleurs de fonds, notamment en réduisant les conditionnalités liées au soutien budgétaire et sectoriel, ainsi qu'en évitant d'imposer des conditions croisées avec le FMI et des procédures de décaissement et de passation de marchés distinctes. La Banque pourrait également collaborer plus étroitement avec les donateurs non membres de l'OCDE sur les projets d'infrastructures.

2.2 Anticipation, flexibilité et accroissement des ressources

Les pays ont suggéré que la priorité était d'évaluer plus précisément et de répondre de manière plus prévisible aux besoins globaux de financement budgétaire de chaque PFR en vue d'une croissance accélérée. Il serait souhaitable que la Banque joue un rôle clé pour aider les pays à évaluer ces besoins.

Certains pays ont estimé que la réponse de la Banque à la crise avait été rapide et déterminante. Toutefois, de nombreux pays n'étaient pas de cet avis, déplorant les retards de procédures, les conditions excessives et le manque de transparence/prévisibilité dans les décisions permettant aux pays d'accéder à un appui budgétaire. Les pays ont également suggéré de destiner davantage de fonds de la BM au soutien budgétaire contre les chocs, rendant la hausse récente permanente pour les aider à répondre à tous les chocs, pas seulement à la crise mondiale actuelle. Si nécessaire, cela pourrait aller de pair avec un soutien accru pour améliorer la gestion budgétaire des pays.

Globalement, les pays ont jugé insuffisantes les ressources de la BM. Ils ont préconisé de reconstituer l'IDA plus tôt et plus généreusement, mais aussi de convenir d'un mécanisme plus permanent pour financer l'accélération/l'anticipation des ressources en période de crise (tant au niveau mondial que des pays individuels) sans avancer les reconstitutions, éventuellement à l'aide des ressources de la BIRD. Ils souhaiteraient également pouvoir accéder à davantage de fonds de la BIRD, associés avec ceux de l'IDA, à destination de projets du secteur public à rendement élevé.

2.3 Attribution/adaptation aux pays

Les pays ont estimé nécessaire que les critères d'attribution de l'IDA dépendent largement

CONSULTATION DES PAYS AFRICAINS À FAIBLE REVENU PAR LE PRÉSIDENT DU G20
14 août 2009, Freetown

des besoins et résultats et de prévoir une réforme fondamentale de l'EPIN, afin de réduire ses éléments subjectifs et de gouvernance et de la limiter aux aspects plus fondamentaux de la croissance, tels que la gestion macroéconomique et des finances publiques, ainsi que la qualité des programmes de développement. Il serait également nécessaire de prévoir beaucoup plus de consultation, de transparence et de partenariat dans l'évaluation des performances des pays pour assurer une amélioration durable.

Il convient que les enveloppes nationales destinées aux États plus petits et plus fragiles augmentent considérablement si l'on souhaite que la Banque investisse dans de grands projets d'infrastructures ou permette une réelle différence au niveau des positions budgétaires.

Les pays recommandent de prêter encore plus d'attention à aligner les programmes sur les priorités nationales, à limiter la conditionnalité pour assurer des dépenses transparentes permettant de maximaliser les résultats en termes de développement, ainsi qu'à garantir des perspectives de remboursement en accélérant la croissance.

La forte lenteur des processus d'approbation et de décaissement, conjuguée à un nombre excessif de missions, compromettent l'utilité de la Banque face à la crise. En termes de coûts de transaction et de retard, la Banque « n'est pas très bonne en affaires ». Pour accélérer ces procédures et améliorer l'adaptation aux besoins et priorités des pays, il convient que la Banque décentralise beaucoup plus, spécialement en termes de décisions liées à l'évaluation, à la passation des marchés et aux décaissements.

Les pays ont souligné le rôle clé des Délégués à l'IDA et des Conseils d'administration du Groupe de la BM pour veiller à la mise en œuvre des réformes. Ils ont donc défendu des réformes plus fondamentales des droits d'expression et des actions à droit de vote. En outre, les pays ont mis l'accent sur la nécessité d'une mise en œuvre cohérente des réformes dans tous les services des institutions, afin d'assurer une prestation équitable.

2.4 Financements du secteur privé et d'infrastructures

Les financements supplémentaires que le GBM destine aux infrastructures sont les bienvenus, mais largement insuffisants par rapport à la nécessité d'une source décisive de croissance en Afrique et dans le monde, ce qui empêche la Banque de prendre l'initiative en matière de financements d'infrastructures au niveau des pays. En outre, les pays ont jugé ces financements difficiles d'accès et pas assez focalisés sur les équipements ferroviaires, aériens et autres installations clés pour ajouter de la valeur aux exportations. Les pays ont invité la BM à soutenir davantage l'intégration régionale et les projets favorables aux échanges, ainsi qu'à financer cette aide sans la soustraire des allocations aux pays.

La concession de prêts supplémentaires au secteur privé a également été bien accueillie, notamment le soutien non financier de l'IFC et de la MIGA. Toutefois, de nombreux pays ont perçu ce soutien comme majoritairement destiné à un nombre très limité de vastes projets et d'investisseurs transnationaux, ainsi qu'aux secteurs financier et des ressources naturelles. Ils ont suggéré d'accroître fortement les récentes mobilisations en faveur de projets locaux, plus réduits et intensifs en emplois, dans d'autres secteurs réels de leurs économies.

3) Rôle mondial du FMI et de la Banque mondiale

3.1 Surveillance du FMI

Les pays ont préconisé qu'il serait souhaitable d'appliquer la surveillance du FMI avec la même rigueur aux grandes économies de l'OCDE qu'aux PFR, afin de réduire les perspectives de futures crises mondiales, d'améliorer le suivi des marchés financiers mondiaux par le Fonds et de renforcer la coordination des politiques économiques au sein du G20.

3.2 Structures de financement des IBW

Les pays se sont déclarés intéressés par l'idée d'examiner comment convertir le FMI en une institution plus officiellement fondée sur les assurances, à condition que cela implique une hausse des montants de ressources, qui seraient fournies davantage en fonction des besoins budgétaires.

Il conviendrait d'encourager les BMD à aider à mobiliser des ressources de fonds souverains d'investissement et d'autres fonds dans les pays détenant de hauts niveaux de réserves, pour les investir dans les PFR en cofinçant les projets avec eux, ainsi qu'en mobilisant leurs fonds à des fins de rétrocession de prêts.

3.3 Rôles relatifs des IBW

Les pays ont préconisé d'envisager l'architecture globale contre les chocs au-delà des IBW. Un mécanisme antichocs complet s'impose, tandis que tous les bailleurs de fonds devraient réduire la conditionnalité et passer à des allocations fondées sur les besoins et les résultats. Une augmentation plus rapide des ressources concessionnelles au niveau mondial (notamment les promesses de la réunion du G8 de Gleneagles, ainsi qu'un ensemble d'objectifs ambitieux pour les G8/G20 de 2010 à 15) s'impose, afin que les IBW puissent accroître leur marge et leurs fonds.

Les pays ont prôné d'accroître le rôle de financement des organisations régionales, spécialement de la BAD, car elle est plus proche de ses États membres et qu'elle garantit davantage le droit d'expression des PFR. Ils ont toutefois souligné qu'en dépit de récentes améliorations, la vitesse et la flexibilité relatives de la BAD (qui dans certains pays offraient un excellent niveau de soutien, d'anticipation et de décaissement rapide) variaient également d'un pays à l'autre, en partie en fonction du degré de décentralisation atteint.

3.4 Consultation et réforme du G20

Les pays ont félicité HMG pour avoir pris cette initiative de consulter les PFR et d'intégrer leurs opinions à la démarche du G20. Ils ont toutefois appelé de leurs vœux une réforme du G20, de manière à y assurer la représentation et la participation permanentes des PFR. Ils ont également invité les futurs Présidents du G20 à consulter plus régulièrement un grand nombre de PFR sur des questions les concernant, ainsi qu'à rendre compte des progrès et des mesures prises au sujet des questions soulevées dans cette consultation.